

Yann Moulier-Boutang

De l'économie solidaire à l'économie tout court

L'économie solidaire est-elle un secteur de l'activité économique non marchande? Est-elle une branche particulière de l'économie comme on parlait dans les années soixante d'une « économie publique », pour marquer qu'il n'y avait pas une économie commune s'appliquant à un secteur public ou à un secteur privé, mais une économie avec ses propres lois?

Est-elle une attitude, une exigence morale, une culture et un état d'esprit? Ces qualificatifs pouvant s'entendre de façon laudative ou ironiquement chez les détracteurs.

Ou bien constitue-t-elle une façon encore maladroite de nommer la possibilité d'une mutation fondamentale de l'économie politique née avec l'Etat mercantiliste et absolutiste, mûrie avec la révolution industrielle et jetant ses dernières braises à l'ère de la « société numérique » de « la nouvelle économie » ou de « l'économie reposant sur la connaissance »?

On se doutera que *Cosmopolitiques*, revue écologiste, politique et critique se trouve particulièrement impliquée par ces questions. L'économie solidaire (ou sociale) a constitué, après l'environnement, le second baptême du feu gouvernemental pour les Verts. Guy Hascoët le raconte ici. En ces temps de morosité du secteur public et d'exaltation, souvent ambiguë, du marché, l'existence d'un troisième terme entre le marché et l'État, n'est pas une affaire subalterne. Les politiques publiques ne seraient-elles pas en train de trouver un nouvel espace de légitimité (dont elles ont bien besoin)?

L'action politique locale permet de composer des relations plus intégrées de l'économie et des milieux, (comme le montrent Thierry Burlot et Jean-Claude Pierre dans le cas du Goëlo). Comment rendre compte de ce savoir-faire? Y a-t-il place (et si oui sous quelle forme)

pour une «sociologie économique», économie d'une réalité sociale qui commence à être décrite, sans que la théorie qui l'accompagne soit aussi convaincante? Les anthropologues ont longtemps été chercher leur référent dans les sociétés « premières ». Les systèmes d'échange locaux sur lesquels nous publions trois contributions qui ont le mérite d'ouvrir la discussion, sans prétendre apporter des conclusions, mais également les diverses expériences décrites dans ce numéro (les créateurs d'entreprise maghrébins, les consommateurs) fournissent-ils le matériau adéquat pour faire une économie politique de l'économie solidaire et de l'échange non marchand? Il en va de la portée de ces expériences, il en va aussi de la possibilité de construire une économie distincte des courants néo-classiques mais aussi de l'opposition de sa majesté que sont devenues très souvent les écoles keynésiennes ou marxistes. Les essais, les tâtonnements, les balbutiements de l'économie solidaire sur le terrain, entrent incontestablement en résonance avec un fort retour de flamme de l'économie comme science morale et politique (voir les contributions assez convergentes de Bernard Maris et de Franck Cormerais et Philippe Béraud sur une association pluridisciplinaire et transnationale qui regroupe des professionnels des sciences sociales et de l'économie: PEKEA).

La question était encore il y a quinze ans: l'économie (la discipline) doit-elle faire une place à la société solidaire (les pratiques relevant de cette appellation) comme objet digne d'étude et susceptible d'apparaître dans la lunette de la « science »? Elle est en train de devenir: l'économie tout court peut-elle se dispenser de devenir une économie (étude) des formes de solidarité que le prisme marchand avait fait disparaître du champ? Dans ce cas la solidarité, comprise comme le lien social tout court (dont la disparition est devenue une des questions-clé de la science politique), n'est pas à voir simplement comme le refus du marchand, mais peut-être plus subtilement, comme articulée de façon complémentaire à la sphère classique de l'économie et comme façonnant cette dernière tout autant qu'elle est façonnée par elle. Les organisations sociales qui font, défont, tissent le marché ne se bornent pas à border le marché, à l'encastrier, à l'enclâsser (Polanyi) mais enchevêtrent et désenchevêtrent la trame même de l'économie et du marché tout court. Des phénomènes comme la marchandisation libérale mais également, on l'oublie trop souvent, la démarchandisation que représente l'économie sociale comme norme et comme secteur, se trouvent ainsi au cœur des réflexions de Michel Callon, de François Orsi, Benjamin Coriat et Olivier Weinstein, et de la nôtre. La polarité mécanique, grossière, brutale aussi hélas, du marchand et non

marchand, est sans doute moins féconde que les hybrides, les métis-sages qui ont nom compromis, mais aussi affaiblissement de la norme marchande, de certaines formes de rapports de propriété.

Quand le Brésil se bat pour soigner ses malades du sida, quand l'Europe résiste aux pressions américaines pour breveter le génome et les logiciels, ou pour appliquer une norme uniforme en matière de brevet quel que soit le niveau de développement des pays, nous ne sommes pas dans les SEL, pas non plus dans l'économie sociale, mais nous sommes dans une « nouvelle économie publique de la solidarité ». Ses marges de manœuvres ne sont pas seulement fonction de la volonté politique de rupture ou d'indépendance des gouvernements du Sud ou de l'Europe, mais aussi de la puissance des mouvements sociaux, de la capacité de contre-expertise, de dés-expertisation des ONG. Philippe Pignarre le montre bien à propos des médicaments : il est possible d'imaginer quelques mesures qui contraignent le lobby pharmaceutique à conduire des recherches d'une véritable valeur sociale et non à chercher seulement à protéger abusivement leurs rentes.

Une telle interrogation radicale a été précédée par différents mouvements de contestation théorique. Quand les écologistes ont été les premiers à contester la croissance illimitée, indéfinie, non bordée ou enchevêtrée avec des objectifs sociaux, ils l'ont fait au nom de principes qui ont trait à une solidarité ou une globalisation : une seule planète, un seul monde. L'économiste traduira : la prise en compte de l'interdépendance dans des systèmes complexes, revient à prendre en compte les externalités évacuées si imprudemment de l'économie politique et qu'elle a aujourd'hui beaucoup de mal à traiter autrement que sous la forme d'une expansion de la sphère marchande afin de donner une valeur monétaire.

Si le corrélat politique et éthique de la solidarité est la justice, le corrélat économique de cette solidarité est la prise en compte des externalités négatives comme positives dans la balance globale des choix. Un tel bilan conduit à des révisions très fortes des certitudes, mais aussi à des diagnostics et des préconisations contrastées. Ainsi Serge Latouche (cf. la note de lecture de son ouvrage récent), est-il conduit à attaquer les illusions d'une croissance insoutenable en réalité dès que nous étendons aux pays d'Asie les recettes du développement. Il en déduit une optique de « décroissance ». Tandis que Frieder Otto Wolf, moins dialectique, débouche sur la possibilité d'accords globaux autour d'objectifs de patrimoine commun de l'humanité.

Quelle que soit la diversité des approches illustrées dans ce dossier, elle débouche sur un retour à une conception globalisante, fortement intégrée des savoirs sur l'activité économique. L'éthique n'est pas un

supplément d'âme. Quant à la solidarité sociale, à l'interdépendance à l'heure du travail en réseau, elles ne sont pas extérieures à l'économie vivante. Comment mesurer la *valeur sociétale* des activités ?

L'économie politique, née avec Adam Smith, se posait des problèmes de valeur, de mesure de la richesse à partir de l'allocation de quantités de travail abondantes, de capital rare et de ressources naturelles en quantité illimitée en séparant l'action économique de toutes les autres actions humaines.

L'économie solidaire nous reconduit au problème de la valeur comme le rappelle ici Patrick Viveret, mais le cadre est bouleversé : la prise en compte des systèmes complexes du vivant et de la planète interdit une analyse purement économique. D'autre part, et ce n'est pas là le moindre des paradoxes, si la société de l'information, les NTIC, nous font évoluer pour la première fois sans doute dans l'histoire dans un franc « *Au delà de la Rareté* »¹, donc sur des possibilités de développement humain prodigieuses, la meilleure connaissance de notre planète nous fait basculer complètement dans un univers de ressources rares non renouvelables.

Il serait donc possible de se ranger du côté de Serge Latouche sur le second aspect (essentiellement lié au contrôle, à la compensation et surtout à l'évitement d'externalités négatives) tout en demeurant résolument développementiste lorsqu'il s'agit du gouvernement de la population, de la production de la société. C'est parce que la croissance économique est une construction sociale que l'économie solidaire ne se réduit pas à une « touche » d'humanité, de charité, ou à une mode commode. Sans doute n'y a-t-il plus comme programme de recherche intéressant et soutenable (à tous les sens du mot y compris celui d'une éthique citoyenne) que l'exploration de la dimension solidaire au cœur de l'activité économique.

■ Titre du livre très novateur de Bruno Ventalou, paru chez Albin Michel en 2001.

Ne faudrait-il pas affirmer, avec ce qu'une telle affirmation comporte d'incitations à retrousser des manches, que finalement il n'y a d'économie que solidaire ?